
APPEL À COMMUNICATION COLLOQUE

Histoire et archives de l'animation nature et de l'éducation à l'environnement en France dans les années 1970-1990

Les 30 et 31 mars 2022

NOUVELLE DATE DE RÉCEPTION DES PROPOSITIONS

1^{er} MAI 2021

(voir calendrier page 5)

Ce colloque est organisé dans le cadre du Pajep (Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire). Il associe plusieurs partenaires : l'Adajep (Association des déposants aux archives de jeunesse et d'éducation populaire), le Fonjep (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire), les Archives nationales, les Archives départementales du Val-de-Marne, l'Ahpne (Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement), le Comité d'histoire du ministère de la Transition écologique, le Comité d'histoire des ministères de la Jeunesse et des sports, l'IUT de Tours et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep).

Trois réseaux d'éducation à l'environnement, l'UNCPPIE (Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement), le réseau École et Nature et la FCPN (Fédération des clubs Connaitre et protéger la nature) ainsi que la Fédération nationale des Francas sont associés à sa conception et ont manifesté leur intérêt pour la tenue d'ateliers spécifiques sur le rôle joué par les associations et les militants.

Cette manifestation est conçue comme l'aboutissement d'un cycle d'étude sur le thème de l'histoire de l'animation nature-environnement entre 1970 et 1990. Elle vise à ouvrir de nouvelles pistes, à identifier des chercheurs dont les travaux croisent ce sujet et à tenter une première synthèse d'éléments recueillis depuis 2016 dans le cadre de 6 journées d'étude préparatoires. Les thématiques de ces journées étaient : les pionniers de l'animation nature et de l'éducation à l'environnement (2016), les lieux fondateurs de l'éducation à l'environnement (2018), les héritages et les liens avec l'éducation populaire (2019), les relations interministérielles (Environnement, Éducation nationale, Jeunesse et Sports, Agriculture, Culture) pour la mise en œuvre de politiques d'éducation (2020) et la formation et qualification des acteurs (2020). Ces rencontres ont balisé certaines étapes et permis d'accumuler un matériau scientifique, mémoriel et documentaire considérable, accessible en ligne¹.

Le colloque associera selon la formule habituelle des colloques du Pajep des archivistes, des chercheurs et des acteurs (militants, représentants d'associations). Cet appel à communication s'adresse donc à l'ensemble de ces réseaux.

La position de l'animation environnement au carrefour des sciences et pratiques naturalistes, de la protection, de l'éducation populaire, du monde de l'école mais aussi des sports de pleine nature implique une ouverture au-delà des disciplines de références que seront l'histoire et les sciences de l'éducation. Les organisateurs attendent donc des contributions venues de la

¹ Voir le blog du projet (<http://animnat.hypotheses.org/>) ainsi que le site du Pajep (<http://archives.valdemarne.fr/r/187/manifestations/>).

sociologie, de l'anthropologie, des sciences de l'environnement, des sciences et techniques des activités physiques et sportives, etc.

~~

Les années 1970-1990 furent celles de l'émergence de l'animation nature en tant que secteur professionnel, à une époque où les préoccupations écologistes se cristallisent. Au cours de ces deux décennies, des expériences naissent, souvent très localisées, où s'élaborent des conceptions éducatives et des modalités pédagogiques, en lien avec les transformations contemporaines de l'école, les représentations de l'environnement ou les contestations écologistes.

Les axes proposés doivent être lus comme autant d'invitations à proposer des communications : le comité scientifique restera toutefois ouvert à d'autres suggestions, sous réserve qu'elles s'inscrivent dans la thématique du colloque.

AXES PROPOSÉS

1) Enfance, jeunesse, découverte et protection de la nature et de l'environnement

L'enfance a été une cible précoce des actions de sensibilisation à la nature. L'idée d'innocence et de curiosité souvent associée à l'enfance a-t-elle contribué à façonner des imaginaires de la nature, des stratégies plus ou moins conscientes de sensibilisation à la cause environnementale par l'intermédiaire des enfants, cibles privilégiées pour toucher indirectement le reste de la société ou plus simplement investis d'une mission de protection ? Le triptyque « Connaître/Aimer/Protéger » postule que l'envie de protéger naît de l'intérêt que l'on porte à ce que l'on connaît, à ce qui nous émerveille, nous émeut. On sait par ailleurs que les socialisations précoces dans/pour la nature sont porteuses d'expériences affectives, de sensibilités primordiales et de nombreux apprentissages. En revisitant les devises, les hypothèses pédagogiques, les discours sur la relation enfant/nature et ses effets, que comprend-on de l'évolution des conceptions du lien, du rapport, du contact à la nature ? L'enfant est-il un naturaliste en herbe ? Les filles et les garçons sont-ils égaux devant la nature ? L'enfant devient-il plus respectueux de la nature et de l'environnement ?

L'essor d'une presse, de collections de littérature enfantines et d'émissions de télévision spécialisées a favorisé la diffusion de visions de la nature – en particulier des animaux –, et d'imaginaires qu'il serait intéressant d'étudier. Des communications abordant ces thèmes, en particulier sous l'aspect des conceptions de la nature véhiculées sont attendues.

À la fin des années 1960, plusieurs centaines de « clubs nature » naissent dans les collèges, lycées, maisons des jeunes et de la culture, foyers de jeunes, agréant des jeunes qui vont vivre leur premier intérêt et engagement pour la nature et/ou l'environnement. Ils ont un rôle actif dans plusieurs mouvements de jeunesse, tels que les Jeunes Amis des animaux (créé en 1955), Jeune et Nature (en 1967), les clubs Connaître et protéger la nature (en 1972). Certains groupes s'arriment à la protestation morale contre la souffrance animale ou se mobilisent au sein des associations de protection de la nature dans leur branche « jeunes », tandis que d'autres veulent découvrir la nature dans leur territoire ou promouvoir un changement écologique de la société. Ces différences d'origines, d'orientation et d'appartenance s'accompagnent également d'une grande diversité géographique et sociologique des groupes : étudiants urbains, ruraux confrontés à l'exode et à la « fin des paysans », citadins aux racines rurales encore proches... Ces dimensions peuvent s'aborder dans le cadre de monographies de mouvements ou dans une perspective régionale.

Les mouvements éducatifs extra-scolaires ont une longue tradition d'intérêt pour la nature : que l'on songe au scoutisme ou aux colonies de vacances influencées par l'éducation nouvelle ou encore aux auberges de jeunesse, la « nature éducatrice » y occupe une place de choix. Comment s'emparent-ils des préoccupations écologiques des années 1970-1980 ? Comment adaptent-ils leurs modèles pédagogiques ? Plus largement, les activités de plein air, de sports de pleine nature, de camping construisent des expériences et des imaginaires de la nature, participent également des découvertes des milieux. Elles connaissent un développement important dans les années 1970, en particulier parmi un public de jeunes. Leur développement mériterait d'être relu au prisme des préoccupations éducatives et des problématiques écologiques qui les traversent

La question de l'enfance et de l'adolescence peut être abordée à travers l'étude des réseaux spécialisés qui visent à favoriser la découverte de la nature par les enfants, à travers des institutions qui se multiplient au cours des décennies 1970-1980 : classes transplantées (classes de mer, de neige, etc.), mais également terrains d'aventure dans l'environnement urbain et, pour les plus âgés, les chantiers de jeunes dont l'orientation « environnementale » se développe dans les années 1980, sous l'effet des politiques publiques.

2) L'éducation à l'environnement, entre politique et politiques publiques

La période 1970-1990 est encadrée par deux balises institutionnelles : la création du ministère de la Protection de la Nature et de l'Environnement en 1971, qui inaugure la progressive diffusion du concept d'environnement, tandis que le début de la décennie 1990 connaît une phase de consolidation institutionnelle en poursuivant la décentralisation et la déconcentration avec la création des DIREN (Directions régionales de l'Environnement), de l'ADEME (alors Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'énergie), de l'IFEN (Institut français de l'Environnement) et, au niveau international, le sommet de la Terre de Rio où s'élabore le référentiel des Agendas 21 qui indique un changement de paradigme avec l'orientation vers le développement durable.

D'autres concepts ont côtoyé celui d'environnement, se sont épanouis ou ont muté : patrimoine, paysage, cadre de vie, qualité de la vie. Au-delà des effets d'annonce et des circulaires ministérielles et interministérielles qui ont jalonné les décennies 1970-1990, quel a été l'appui des politiques publiques à l'intégration/l'institutionnalisation de l'éducation à l'environnement ? Les premières étapes de nos travaux montrent plutôt, au cours de cette période, une faible efficacité des mesures, avec un décalage important entre les intentions affichées et les pratiques, même si les pouvoirs publics manifestent un soutien aux associations, particulièrement aux acteurs de la protection de la nature pour sensibiliser, conscientiser la population et relayer les politiques publiques.

Quelles ont été les relations des associations d'éducation à l'environnement avec le pouvoir politique ? Quelle fut leur portée critique, contestataire ? Comment chaque réseau a-t-il construit son identité et sa stratégie en se marquant/démarquant des autres ? En complément de leurs actions éducatives, quelles ont été leurs actions ? Quelles conceptions eurent-ils de leur rôle (aménagement du territoire, développement local, protection de la nature, gestion des milieux protégés...) ? Leurs initiatives ont-elles été restreintes à certaines tranches d'âge, à des questions et thématiques peu polémiques, pour asseoir leur légitimité et assurer leur survie économique ? Les archives du ministère de l'Environnement, celles également des réseaux – lorsqu'elles sont accessibles – méritent d'être relues à la lumière de ces interrogations.

Comment les idées contestataires des années soixante-huit, les communautés alternatives, les luttes de l'écologie politique naissante se manifestent-elles dans les associations d'éducation à l'environnement ? Quelles sont les protestations et les propositions de ces associations ? Quels mondes les jeunes voulaient-ils pour demain ? À quoi rêvaient-ils ? Quelles étaient leurs utopies écologistes ? La non-prise en compte du nucléaire dans la plupart des actions

d'éducation à l'environnement, en plein moment de l'essor du programme électronucléaire, révèle l'écart qui pouvait exister entre les mouvements écologistes et les mouvements éducatifs mais renvoie également à des conceptions qui distinguent dans les mouvements d'éducation populaire « science-technologie » et « environnement », parfois focalisés sur une perception purement naturaliste jusqu'aux années 1980. Sont donc attendues des communications qui inscriront l'éducation à la nature et à l'environnement dans l'évolution des politiques publiques nationales, régionales ou locales et dans l'histoire des idées et des mouvements sociaux. Les contributions pourront repérer les sensibilités, clarifier les positionnements différenciés entre l'environnementalisme naturaliste, contestataire, urbain et leur généalogie (réseau des CPIE, Réseau École et nature, associations de protection de la nature, Parcs Nationaux, Parcs naturels Régionaux, etc.)

3) Quelles pédagogies pour l'animation nature ? Quels rapports avec l'école ?

L'animation nature est née aux confins de l'univers scolaire ou en lien avec des composantes particulières de celui-ci comme l'enseignement agricole ou l'éducation physique et sportive. Une partie de ses militants s'inscrit dans une « humeur » antiscolaire qui est fréquente dans les milieux de l'animation des années 1970. Mais dans le même temps, l'éducation à l'environnement est perçue par certains enseignants comme un terrain d'innovation pédagogique parce qu'elle s'inscrit dans une logique d'ouverture de l'école que promeuvent le tiers-temps pédagogique, les PAE (Projets d'action éducative), les études de milieu, et parce qu'elle suppose des formes d'interdisciplinarité et peut reposer sur une pédagogie de projet. L'étude des projets pédagogiques menés en lien avec l'école, mais aussi d'autres structures comme des équipements socioculturels, est susceptible d'apporter beaucoup sur les pratiques pédagogiques concrètes et leurs transformations au cours des années 1970-1980. L'investissement des enseignants à titre professionnel ou à titre militant dans l'éducation à l'environnement semble relativement important dans les années 1970 et 1980, avant visiblement de décliner, alors que s'affirme lentement la figure de l'animateur spécialisé. Quelles sont les étapes de cet investissement-désinvestissement des enseignants ? Quelles sont les tentatives, les étapes, les réussites et les déboires dans la construction d'une reconnaissance d'un secteur spécifique à l'éducation à l'environnement comme une expérience enrichissante mais temporaire ou comme nouveau métier porté par un groupe professionnel organisé (compétences, statuts, formation) ?

Quelles logiques statutaires et disciplinaires ont favorisé ou au contraire freiné les liens de l'école avec l'animation environnement ? Quel a été le poids des sciences naturelles, de la géographie dans les approches proposées ? Quel a été le rôle de ces enseignants passeurs mais également celui des inspecteurs, directeurs formateurs d'école normale, dans la dynamique de l'animation à l'environnement ? L'enseignement agricole mérite un traitement spécifique. En effet, l'ouverture de ses établissements sur leur milieu, tant naturel que socioprofessionnel, l'existence de centres d'expérimentations pédagogiques, l'introduction de l'écologie dans les programmes puis de la pluridisciplinarité ont permis de manière précoce la prise en compte de l'animation nature. Quelles relations spécifiques avec le milieu associatif en a-t-il résulté ? Des pratiques pédagogiques lui sont-elles propres ou au contraire ont-elles été diffusées ? Quels ont été les lieux de l'innovation et du transfert pédagogiques ?

Du côté des acteurs de l'éducation populaire, quelle place fait-on à l'environnement dans les années 1970-1990 ? Les sondages opérés dans les archives laissent deviner un moindre investissement qu'au cours des décennies précédentes si l'on s'en tient aux instances nationales. Qu'en est-il des initiatives locales ? Quelles relations les associations généralistes d'éducation populaire entretiennent-elles avec ces nouveaux venus que sont les acteurs de l'animation-nature ? Quels liens l'animation nature a-t-elle entretenus avec les réseaux de l'animation scientifique et technique, qui avaient émergé plus tôt qu'elle dans les années 1960 et qui sont porteurs d'autres rapports à la science ?

Comment s'élaborent des pédagogies non scolaires de l'environnement ? Entre les associations

d'éducation populaire « traditionnelles » et les associations spécialisées ? Qu'en est-il des références à l'Éducation nouvelle, tant dans les discours que dans les pratiques ? Le milieu de l'animation à l'environnement a-t-il été un espace d'investissement pour des militants venus des mouvements pédagogiques du monde scolaire ?

COORDONNATEURS DU PROJET

Dominique Bachelart, maître de conférences en sciences de l'éducation, université de Tours-IUT

Laurent Besse, maître de conférences en histoire, université de Tours-IUT

MODALITÉS DE SOUMISSION DES PROPOSITIONS

Le projet de communication devra être clairement rattaché à l'un des trois axes. Il ne devra pas dépasser 3 000 caractères et comportera une courte notice biographique.

Le tout est à envoyer avant le **1er mai 2021** aux adresses suivantes :

dominique.bachelart@univ-tours.fr

laurent.besse@univ-tours.fr

pajep@fonjep.org

CALENDRIER

Réception des propositions : 1^{er} mai 2021

Notification de décision : 30 juin 2021

Le colloque se tiendra à Paris les 30 et 31 mars 2022.

Une publication est prévue.



Stage d'étude de milieu dans les années 1960.
Fonds Ceméa, AD94, 512J 972.